



## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

### **MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

---

#### **Vote électronique et expertise indépendante**

**Lot n° 1 : Mise à disposition de solutions de vote électronique  
et prestations associées pour l'organisation des élections  
internes du Cnam**

**Lot n°2 : Expertise indépendante préalable aux scrutins par  
voie électronique**

---

N° du CCTP : M25-015

**Conservatoire national des arts et métiers**

292 Rue Saint Martin  
75141 PARIS CEDEX 03

## **Préambule**

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche français dont le siège est à Paris, placé sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace.

Régi par le décret n° 88-413 du 22 avril 1988 modifié relatif au Conservatoire national des arts et métiers, l'établissement est dirigé par une administratrice générale, qui en assure l'administration aux côtés d'un conseil d'administration, d'un conseil scientifique et d'un conseil des formations.

Ces trois conseils centraux statutaires sont composés de membres élus, personnels et élèves, répartis en différents collèges, qui siègent aux côtés de personnalités extérieures à l'établissement et, s'agissant du conseil des formations, de représentants désignés des centres associés.

Le Cnam comprend aussi 16 équipes pédagogiques nationales (EPN - unités de formation), 21 laboratoires (unités de recherche), ainsi que d'autres entités rattachées à la direction de la recherche. A ces deux catégories s'ajoutent des structures spécifiques, le musée des Arts et Métiers et la Fondation du Cnam.

La plupart des entités susmentionnées sont dotées d'instances propres, composées en partie de membres élus répartis en plusieurs collèges.

Par ailleurs, l'établissement comprend les instances représentatives du personnel suivantes, non concernées par le présent marché pour le renouvellement prévu en 2026. Le Cnam s'est raccordé à un marché ministériel pour cette échéance. Les représentants du personnel siégeant au sein de ces organes collégiaux sont désignés par voie d'élection.

Les personnels du Cnam électeurs sont inscrits automatiquement sur les listes électorales, à l'exception des personnels non affectés relevant du collège 3 pour les élections au CA, CF et conseils d'EPN ainsi que des élèves relevant du collège 6 pour les trois conseils centraux et des élèves et anciens élèves relevant du collège 5 pour les conseils d'EPN. L'inscription de ces électeurs est opérée sur demande de leur part.

Dans une optique de sécurisation des procédures et de facilitation de l'accès au vote, l'établissement souhaite continuer le développement du recours au vote électronique dans le cadre des élections internes concernant au moins 100 électeurs. Les élections impliquant un nombre d'électeurs inférieurs à 100 ont vocation à se dérouler à l'urne.

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) porte sur des prestations de mise à disposition d'une plateforme de vote électronique par internet pour les renouvellements généraux et partiels des membres élus au conseil d'administration, au conseil scientifique et au conseil des formations, des membres élus des conseils des équipes pédagogiques nationales. Le cas échéant, il pourrait également être recouru au vote électronique pour

l'élections des membres d'autres instances ou organes collégiaux internes (conseil du musée, par exemple, etc. ; la liste n'est pas exhaustive).

Il concerne également des prestations d'expertise indépendante réalisées conformément au Code de l'éducation.

## **Article 1. Organisation générale**

### *1.1. Caractéristiques des scrutins*

#### **- Conseil d'administration (CA)**

Scrutins plurinominaux et uninominal (collège 6) à deux tours

Mandats : 4 ans pour les personnels, 2 ans pour les élèves

Collège	Nombre de sièges à pourvoir au conseil d'administration*
Collège 1 : professeurs du Cnam	3
Collège 2 : professeurs des universités	3
Collège 3 : autres catégories de personnel d'enseignement et de recherche	4
Collège 4 : personnels de bibliothèque, ingénieurs, administratifs, techniques, de service et de santé	3
Collège 5 : représentants des directeurs de centres Cnam en région	2
Collège 6 : représentants des élèves du Cnam	1

\* titulaires et suppléants

#### **- Conseil scientifique (CS) et conseil des formations (CF)**

Elections simultanées et homogènes (à l'exception d'une différence concernant le collège 5, absent de l'élection relative au CF)

Scrutins plurinominaux et uninominaux (collège 5 et 6 CS) à deux tours

Mandats : 4 ans pour les personnels, 2 ans pour les élèves

Collège	Nombre de sièges à pourvoir au conseil scientifique*	Nombre de sièges à pourvoir au conseil des formations*
Collège 1 : professeurs du Cnam	4	4
Collège 2 : professeurs des universités	4	4
Collège 3 : autres catégories de personnel d'enseignement et de recherche	6	6
Collège 4 : personnels de bibliothèque, ingénieurs, administratifs, techniques, de service et de santé	3	2
Collège 5 : représentants des centres Cnam en région	1	-
Collège 6 : représentants des élèves du Cnam	1	2

\* titulaires et suppléants

- **Conseils des 16 équipes pédagogiques nationales (EPN)**

Scrutins plurinominaux et uninominal (collège 5) à deux tours

Mandats : 4 ans

Collège	Nombre de sièges à pourvoir	
	EPN comprenant au moins 20 enseignants-chercheurs ou enseignants (12)	– EPN comprenant moins de 20 enseignants-chercheurs ou enseignants (4)
Collège 1 : professeurs du Cnam, professeurs des universités	3	2
Collège 2 : maîtres de conférences, personnels enseignants du second degré affectés dans le supérieur (PRAG, PRCE, PLP)	3	2
Collège 3 : autres catégories de personnels d'enseignement et de recherche	2	2
Collège 4 : personnels de bibliothèque, ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers, personnels sociaux et de santé (BIATSS)	3	2
Collège 5 : représentant des élèves ou anciens élèves	1	1

Pour information/mémoire car les scrutins de 2026 ne sont pas concernés par le présent marché :

- **Comité social d'administration (CSA)**

Scrutin de liste

Mandats : 4 ans

Collège	Nombre de sièges à pourvoir *
Collège unique	10 (nombre maximum – déterminé ultérieurement par le décret constitutif)

\* titulaires et suppléants

- **Commission paritaire d'établissement (CPE)**

Scrutin de liste

Mandats : 4 ans

Collèges	Nombre de sièges à pourvoir *
Groupe 1 - Corps d'ingénieurs et de personnels techniques et administratifs de recherche et de formation, corps des personnels de laboratoire, corps des personnels ouvriers, corps des personnels de service, corps des personnels sociaux et corps des personnels de santé	De 1 à 3 (à préciser ultérieurement)
Collège des agents de catégorie A	
Collège des agents de catégorie B	
Collège des agents de catégorie C	
Groupe 2 - Corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, corps des adjoints administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et membres du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat rattachés pour leur nomination et leur gestion aux ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	
Collège des agents de catégorie A	
Collège des agents de catégorie B	
Collège des agents de catégorie C	
Groupe 3 - Corps des personnels des bibliothèques, corps des personnels de documentation et corps des personnels de magasinage	
Collège des agents de catégorie A	
Collège des agents de catégorie B	
Collège des agents de catégorie C	

\* titulaires et suppléants

- **Commission consultative paritaire (CCP)**

Scrutin de sigle

Mandats : 4 ans

Collèges	Nombre de sièges à pourvoir par collège*
Collège des agents de catégorie A	2
Collège des agents de catégorie B	
Collège des agents de catégorie C	

\* titulaires et suppléants

- **Autres instances ou organes collégiaux internes**

Les autres instances pour lesquelles il est envisagé de recourir au vote électronique sont des organes collégiaux d'entités internes, composés de membres représentants des personnels répartis le plus souvent en collèges distincts, et, pour certains, de représentants des usagers, élus dans le cadre de scrutins généralement uninominaux ou plurinominaux.

1.2. Calendrier des opérations électorales et nombre d'électeurs

Instances / élus		Programmation des scrutins				Nombre d'électeurs (Estimation sur la base des derniers taux de participation, ne valant pas engagement contractuel)		
		2026	2027	2028	2029	Par collège	Total maximal	
Conseils centraux								
Conseil d'administration**	Personnels (5 collèges)	Octobre / Novembre	Possibles élections partielles ***	Possibles élections partielles***	Possibles élections partielles ***	20 à 1120	1250	
	Élèves (1 collège)			Octobre / Novembre		70 à 130		
Conseil scientifique	Personnels (5 collèges)	Mai		Possibles élections partielles***		Possibles élections partielles ***	20 à 1120	1470 + 1250 = 2720
	Élèves (1 collège)			Mai			350	
Conseil des formations	Personnels (4 collèges)			Possibles élections partielles***			20 à 1120	
	Élèves (1 collège)			Mai			40 à 130	

Entités internes							
Conseils et directions des 16 équipes pédagogiques nationales (EPN) (5 collèges x 16)		Possibles élections partielles ***	Possibles élections partielles ***	Possibles élections partielles ***	Mars/avril	0 à 52	960
Conseil du musée*		Non fixé					
Autres entités/organes collégiaux*		Non fixés					

\* Scrutins susceptibles d'être organisés par voie électronique sur décision à venir

\*\*\* En cas de vacance d'un siège en cours de mandature, il est procédé à une élection partielle, à moins que la vacance n'intervienne dans les 6 mois précédant la fin de la mandature de l'instance concernée.

### *1.3. Acteurs internes*

- La personne exerçant la fonction d'administrateur général du Cnam est responsable de l'organisation des élections internes.
- La direction des affaires générales, sous la supervision du directeur des affaires générales (DAG), est chargée de l'organisation des élections suivantes : CA, CS, CF, conseils d'EPN, CSA.
- La direction des ressources humaines (DRH) organise les élections suivantes, si nécessaire avec l'appui de la DAG : CPE, CCP.
- Les directions et les secrétariats généraux d'EPN participent à l'organisation des élections de leurs conseils d'EPN respectifs.
- La direction des systèmes d'information (DSI) gère les adresses courriel des personnels, des élèves et autres personnes amenées à collaborer professionnellement avec l'établissement sur un temps donné.
- La direction nationale du numérique fournit un appui technique et opérationnel sur tous les aspects concernant les outils numériques utilisés au sein de l'établissement.
- La DPO du Cnam établissement public s'assure du respect de la RGPD.

## **Article 2. Respect des principes et de la réglementation en vigueur**

### *2.1. Principes généraux*

Les scrutins visés dans le présent document doivent être organisés dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, en particulier, la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle a posteriori par le juge administratif.

### *2.2. Dispositions normatives et recommandations applicables*

Le processus électoral mis en place, la solution de vote électronique et les activités pré et *post* électorales doivent être conformes aux dispositions contenues notamment dans les textes suivants :

- **Règlementation nationale et recommandations CNIL concernant le vote électronique :**
  - Dispositions applicables du Code de l'éducation concernant l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat,
  - Décret n° 2020-1205 du 30 septembre 2020 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
  - Délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés n° 2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet.

Les prestations doivent garantir, par ailleurs, le respect des dispositions normatives régissant les différents scrutins contenus dans les textes suivants :

- **Règlementation nationale concernant les scrutins organisés (si concernés) :**

- Code de l'éducation, articles D719-1 à D719-40 (sous réserve des dispositions propres au Cnam),
- Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat,
- Décret n° 99-272 du 6 avril 1999 relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur modifié,
- Décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat.

- **Règlementation interne au Cnam :**

- Décret n° 88-413 relatif au Conservatoire national des arts et métiers,
- Règlement intérieur du Conservatoire national des arts et métiers,
- Décision n° 11-05 AG instituant au Conservatoire national des arts et métiers une commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires,
- Règlement intérieur de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires,
- Décisions de l'administrateur général encadrant l'organisation du processus électoral.

### Article 3. Dispositions communes relatives à l'exécution du marché

#### *3.1. Décomposition des prestations*

##### 3.1.1. Prestations fixes forfaitaires

Le volet principal de la présente procédure porte sur des prestations à réaliser de manière récurrente, sur une période de quatre années allant de 2026 à 2030, dans les délais permettant le respect du calendrier prévisionnel des élections de renouvellement des membres élus des instances internes - CA, CS, CF, EPN- figurant à l'article 2.2.

L'établissement s'engage à recourir à ces prestations (à l'exception des prestations indiquées en option) et à communiquer le calendrier précis de chaque processus électoral au plus tard deux mois avant la date du premier tour de scrutin de l'élection concernée, sous réserve de la validation dudit calendrier par le comité électoral consultatif de l'établissement.

##### 3.1.2. Prestations à la carte

En complément du volet principal, il est demandé aux prestataires de formuler des offres de prestations à la carte pour les élections suivantes :

- Élections partielles susceptibles d'être organisées au cours des différentes mandatures des trois conseils centraux (CA, CS, CF),
- Élections d'autres instances internes (ex. conseil du musée des Arts et Métiers).



Il est précisé que selon le collège concerné, le nombre d'électeurs appelés à participer à ces élections peut varier entre 100 et 1200 personnes.

Les prestataires formuleront, le cas échéant, plusieurs offres correspondant aux différentes tarifications applicables selon les caractéristiques des scrutins (fourchettes d'électeurs, mode de scrutin...).

L'établissement ne s'engage pas sur ce volet et se réserve la faculté de solliciter ou non les prestations proposées sur la période concernée.

### *3.2. Processus électoraux simultanés*

Les processus électoraux simultanés et présentant un degré élevé d'homogénéité sont traités comme un processus unique (CS-CF, conseils d'EPN).

Il en est de même, dans la mesure du possible, des autres processus simultanés, selon le calendrier retenu).

## **Article 4. Spécifications relatives au lot n° 1 - mise disposition d'une plateforme de vote électronique par internet et services associés**

### *4.1. Plateforme de vote électronique*

Mise à disposition, pour chaque scrutin concerné ou groupe de scrutins simultanés, d'une plateforme de vote électronique répondant aux exigences de sécurité de niveau 2 ou, le cas échéant, si requis au regard des caractéristiques du scrutin, au niveau 3, incluant :

- Le paramétrage de la plateforme avec la création de sessions de vote électronique correspondant à chaque scrutin, pour chacun des collèges ;
- Une interface claire et intuitive répondant aux exigences de la version 4.1 du Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité – RGAA ;
- La personnalisation des interfaces (reprise de la charte graphique et du logo du Cnam) ;
- La mise à disposition de pages dédiées à la publication d'informations et de documents (notamment les listes de candidatures, les professions de foi des candidats, listes électorales le cas échéant) ;
- Un dispositif de secours offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques que le système principal et capable d'en prendre automatiquement le relai en cas de panne n'entraînant pas d'altération des données.

Le système proposé doit permettre de réorganiser une élection en cas d'invalidation ou d'annulation de celle-ci. Le délai de réorganisation est fixé par le pouvoir adjudicateur, après concertation avec le titulaire.

En cas de pluralité de scrutins simultanés impliquant les mêmes électeurs (ex. élections CS-CF), il est souhaité, dans la mesure du possible, que l'électeur puisse accéder aux différentes sessions de vote électronique, *via* un accès d'authentification unique, dès lors qu'il figure sur la liste électorale des scrutins concernés.

#### 4.2. Services associés

La prestation inclut notamment les services associés suivants :

- L'assistance juridique et technique dans la préparation et l'organisation des processus électoraux par voie électronique : identification des niveaux de sécurité requis, formation des acteurs à l'accomplissement des tâches inhérentes au processus électoral par voie électronique, élaboration du rétroplanning, élaboration des documents et des communications relatives aux scrutins et aux opérations de vote électronique (notice, informations et alertes à destination des électeurs, procès-verbaux, notamment), vérification des adresses de messagerie électronique des électeurs et autres pré-requis pour l'envoi des courriels en masse, accompagnement de l'expert pendant l'expertise indépendante règlementaire ;
- La participation aux réunions de travail et autres échanges permettant l'accompagnement des services compétents dans le cadre du processus ;
- Le téléchargement sur la plateforme des listes électorales et adresses de messagerie électronique des électeurs, communiqués par l'établissement ;
- La génération et l'envoi des codes de vote aux électeurs ;
- La réalisation de tests, suivis de scrutins à blanc, afin de contrôler la conformité et le bon fonctionnement du système et des scénarii de vote à toutes les étapes ;
- L'assistance au bureau de vote électronique à l'ouverture du vote (scellement du système de vote), pendant le déroulement du scrutin, incluant la supervision des opérations de vote et de l'intégrité des urnes, à la clôture des urnes électroniques pour le dépouillement du scrutin, l'édition des procès-verbaux et les opérations d'archivage sécurisé des contenus d'urnes et des documents ;
- L'assistance aux électeurs pendant la durée du scrutin, par courriel et/ou formulaire de contact en ligne, téléphone (centre d'appel) et Foire aux questions ;
- La gestion de l'archivage et le transfert des données à l'issue des opérations de dépouillement ;
- La mise à disposition d'une documentation détaillée concernant l'ensemble des aspects et étapes de la prestation et du processus de vote électronique ;
- La maintenance de la plateforme pendant toute la durée du processus.

**En option :**

- La mise à disposition d'une interface permettant l'enregistrement et le traitement des demandes d'inscription sur les listes électorales présentées par les personnels concernés et les élèves, ainsi que la génération de listes électorales correspondantes sous format Excel, ainsi qu'encore d'une interface permettant l'enregistrement et le traitement des candidatures ;
- L'assistance au Cnam en cas de contentieux.

## Article 5. Spécifications relatives au lot n° 2 – expertises indépendantes préélectorales

### *5.1. Contenu de la prestation*

Le lot n° 2 a pour objet des prestations d'expertise indépendante réalisée en application du Code de l'éducation.

Le prestataire réalise une expertise en amont de chaque processus électoral – scrutin ou groupe de scrutins simultanés – programmé au calendrier figurant au 2.2. Par ailleurs, il peut être amené à réaliser, sur demande, des expertises indépendantes conformément aux dispositions de l'article 4.1.2. « *Prestations à la carte sur bon de commande* ».

Chaque expertise respecte les recommandations de la CNIL figurant dans la délibération n° 2019-053 du 25 avril 2019, retranscrites dans les articles suivants.

#### 5.1.1. Objet de l'expertise

*« L'expertise doit couvrir l'intégralité du dispositif installé avant le scrutin (logiciel, serveur, etc.), la constitution des listes d'électeurs et leur enrôlement et l'utilisation du système de vote durant le scrutin et les étapes postérieures au vote (dépouillement, archivage, etc.).*

*L'expertise doit couvrir L'expertise doit porter sur l'ensemble des éléments décrits dans la présente délibération et notamment sur :*

- le code source correspondant à la version du logiciel effectivement mise en œuvre ;*
  - les mécanismes de scellement utilisés aux différentes étapes du scrutin ; – le système informatique sur lequel le vote va se dérouler ;*
  - les échanges réseau ;*
  - les mécanismes de chiffrement utilisés, notamment pour le chiffrement du bulletin de vote ;*
  - les mécanismes d'authentification des électeurs et la transmission des secrets à ces derniers ; – l'évaluation du niveau de risque du scrutin ;*
  - la pertinence et l'effectivité des solutions apportées par la solution de vote aux objectifs de sécurité.*
- L'expertise doit porter sur l'ensemble des éléments constituant la solution de vote.*

*Lors de scrutins présentant un niveau de risque 2 ou 3, l'expert réalise des audits sur la plateforme, afin de s'assurer de la cohérence et de l'effectivité des solutions apportées, par le biais de tests d'intrusions notamment. L'ensemble des opérations effectuées dans ce cadre est annexé au rapport d'expertise » (CNIL, délibération n° 2019-053 du 25 avril 2019).*

L'expertise porte sur les niveaux de sécurité 1 et 2 et, le cas échéant, selon les caractéristiques du scrutin concerné, sur le niveau de sécurité 3.

#### 5.1.2. Rapport d'expertise

Conformément aux dispositions de la délibération de la CNIL susvisée :

*« Le rapport d'expertise, et ses annexes doivent être remis au responsable de traitement et aux prestataires de solution de vote par correspondance électronique, notamment via Internet.*

*Si l'expertise peut couvrir un champ plus large que celui de la présente recommandation, le rapport d'expertise fourni au responsable de traitement doit comporter une partie spécifique présentant l'évaluation du dispositif au regard des différents points de la recommandation.*

*L'expert doit fournir un moyen technique permettant de vérifier a posteriori que les différents composants logiciels sur lesquels a porté l'expertise n'ont pas été modifiés sur le système utilisé durant*

*le scrutin. La méthode et les moyens permettant d'effectuer cette vérification doivent être décrits dans le rapport d'expertise. Pour ce faire, l'expert peut, par exemple, utiliser des empreintes numériques.*

*L'expertise portant sur une solution mise en œuvre pour un scrutin dont le niveau de risque est évalué à 1 peut reprendre des éléments d'un rapport d'expertise précédent, dès lors que cette expertise effectuée sur l'élément en question n'est pas antérieure à 24 mois, qu'il est possible de prouver que l'élément sur lequel a porté cette expertise précédente n'a pas été modifié depuis et qu'aucune vulnérabilité sur cet élément n'a été révélée entre temps.*

*L'expertise portant sur une solution mise en œuvre pour un scrutin dont le niveau de risque est évalué à 2 peut reprendre des éléments d'un rapport d'expertise précédent, dès lors que cette expertise effectuée sur l'élément en question n'est pas antérieure à 12 mois, qu'il est possible de prouver que l'élément sur lequel a porté l'expertise précédente n'a pas été modifié depuis et qu'aucune vulnérabilité sur cet élément n'a été révélée entre temps.*

*L'expertise portant sur une solution mise en œuvre pour un scrutin dont le niveau de risque est évalué à 3 doit être réalisée de nouveau, pour chaque élément, pour chaque élection » (CNIL, délibération n° 2019-053 du 25 avril 2019).*

Le rapport de l'expert est transmis par l'administration à la Commission nationale de l'informatique et des libertés et aux listes de candidats ou organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin.

#### 5.1.3. Prestations optionnelles

Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire pourra, outre la mission de base précitée :

- Assister l'établissement aux fins de déterminer le niveau de risque du scrutin selon les critères de la délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés n° 2019-053 du 25 avril 2019 précitée ;
- Assister l'établissement lors des opérations électorales et péri électorales (notamment surveillance du bon déroulement du scrutin et de l'intégrité des urnes) ;
- Le cas échéant, procéder à l'analyse des incidents survenus dans les domaines relevant de la compétence de l'expert ;
- Accompagner l'établissement en cas de contentieux électoral ou de contrôle de la CNIL, dans le cas où la procédure concernée porterait sur des aspects relevant de la compétence de l'expert. Cette prestation inclut la rédaction de réponses aux questions portant sur le domaine de l'expertise et, le cas échéant, la constitution d'un dossier permettant de démontrer la conformité à la réglementation applicable de la solution et des procédures mises en œuvre.

#### *5.2. Qualités de l'expert*

Le prestataire doit être un expert indépendant répondant aux critères suivants :

- « – être un informaticien spécialisé dans la sécurité ;
- ne pas avoir d'intérêt dans la société qui a créé la solution de vote à expertiser, ni dans l'organisme responsable de traitement qui a décidé d'utiliser la solution de vote ;
- posséder si possible une expérience dans l'analyse des systèmes de vote, en ayant expertisé les systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet, d'au moins deux prestataires différents » (CNIL, délibération n° 2019-053 du 25 avril 2019).

### *5.3. Protection de la confidentialité des données et informations*

*« L'expert ayant accès à des informations sensibles relatives aux solutions dont il est chargé d'évaluer la conformité, notamment le code source des applications, il est tenu de prendre toutes dispositions et précautions utiles afin de protéger les éléments qui sont portés à sa connaissance, notamment en limitant autant que possible les reproductions de code source au sein du rapport, en conservant ses rapports au sein d'espaces sécurisés dédiés et en ne conservant pas les éléments portés à sa connaissance au-delà de la durée nécessaire » (CNIL, délibération n° 2019-053 du 25 avril 2019).*